

Et si Trudeau avait raison?

Jacques Debout

Volume 21, Number 3 (123), May–June 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60167ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Debout, J. (1979). Et si Trudeau avait raison? *Liberté*, 21(3), 5–9.

Et si Trudeau avait raison ?

JACQUES GODBOUT

Car c'est la seule question que l'on se doive poser avant de s'accorder l'indépendance : Pierre Elliott Trudeau a beau avoir les idées fixes, il se pourrait aussi qu'il ait contre tous raison. Que nous dit-il en fait ? Que l'Etat-nation est un concept démodé. Que notre place en Amérique du Nord est celle d'une Province. Que les droits des individus seront toujours mieux protégés dans un système fédéral. Que la réussite sociale, économique et intellectuelle réclame que nous cessions de nous replier sur nous-mêmes pour nous projeter dans l'univers, ou à tout le moins dans le Canada.

Prenons donc ces affirmations point par point.

I

Tout d'abord l'Etat-nation serait un concept démodé. Cela se peut. Mais quel concept l'a remplacé ? Certainement pas celui d'un gouvernement fédéral, qui ne vient pas lui non plus d'être inventé. Le seul nouveau concept politique (économique) qui soit né depuis l'Etat-nation est celui de l'Etat-industrie. Les supranationales, Exxon ou Alcan par exemple, sont en réalité de nouveaux « pays », dont les citoyens privilégiés sont répartis dans le monde entier, dont le capital est l'arme ultime, dont les ressources naturelles et les lois ne connaissent pas nos frontières. Ces Etat-industries exigent de leurs citoyens-employés une fidélité, un patriotisme corporatif semblable à l'abnégation des religieux, qu'ils récompensent de mille manières.

En ce sens l'Etat-nation est dépassé, c'est-à-dire doublé par une structure dont la constitution légale est aussi élaborée que le sont les constitutions nationales, et dont l'influence sur les enjeux internationaux est souvent beaucoup plus puissante que celle de maints Etats-nations ou même de confédérations.

Pour le reste, en certains cas l'Etat précède la nation, en d'autres c'est le contraire.

On répète par exemple que l'Etat allemand est l'enfant d'une nation ; mais par contre l'Etat français a créé la sienne. Par quelque bout que l'on prenne la question, il semble que le résultat final soit une certaine adéquation entre les structures légales, les territoires linguistiques, et le fonds culturel.

La mode n'a rien à voir dans le choix d'un gouvernement. Pierre Trudeau a raison cependant : fédéralisme canadien ou Etat québécois, l'un et l'autre font rétro, dans la perspective technofinancière du XXI^e siècle.

II

Notre place en Amérique du Nord est celle d'une province : pourquoi se vouloir Etat ? Cela est évident. Ce ne sont pas cinq millions de *tabarnacos* qui vont construire l'Amérique ou même influencer les 220,000,000 d'anglophones à leurs côtés. Le Québec, au sens de l'entreprise industrielle, commerciale et culturelle, est et restera une « province ». L'Etat du Québec ne changera pas l'état du Québec. Notre proportion de génies ne doublera pas par la souveraineté. Mais la capacité (et le *devoir*) de gérer nos propres activités dans *notre* province est seule en cause.

Le Québécois en somme peut vouloir aménager *sa* maison comme il l'entend, sans pour cela croire qu'il fait autre chose qu'aménager sa maison. Mais, pour l'instant, il est chez lui *l'homme à tout faire*. Il bricole. Etre une province devrait exiger que nous assumions au moins toutes nos responsabilités de « *provinciaux* ». Trudeau a raison : nous sommes dans le concert des nations, une province. Peut-être voulons-nous être un province *parmi d'autres*... ?

Quand on habite sa province, on reçoit l'Étranger dont on s'enrichit, à tous égards. On s'ouvre au monde. Mais la Confédération nous maintient xénophobes. Nous « protégeons la famille ». Ou bien nous avons honte de nous-mêmes. Ou bien encore, ce qui est pire, nous sommes tellement « fiers d'être québécois » que se devine la blessure. Honteux ou crâneurs, nous n'avons pas encore de Province, nous habitons *une partie* du Canada. Il faut habiter un tout.

Evidemment face à New-York et Paris nous serons toujours des « provinciaux », mais il n'y a aucune raison de l'être, face à Ottawa. La vraie province s'assume, c'est le lieu de naissance de l'humanité.

III

Les droits des *individus* seront toujours mieux protégés dans un système fédéral, ajoute le député de Mont-Royal. Il est évident que trois polices (montée, sûreté, municipalisée) valent mieux qu'une : on peut espérer se glisser entre l'une et l'autre, donc souhaiter que cette décentralisation involontaire favorise l'épanouissement des droits individuels. Quand en plus les corps policiers se surveillent les uns les autres, ils nous fichent la paix. En réalité la méfiance et les guerres de juridiction (normales) entre les trois paliers de gouvernement sont garantes de libertés et même de gaspillages. Car la liberté naît aussi parfois du gaspillage.

La liberté ne vient certainement pas de la centralisation des pouvoirs. Mais il faut, dans notre contexte, savoir de quelles libertés l'on parle. De celles de la *personne* ? Le malheur, c'est que cette personne, si elle est de langue française au Canada, n'a pas le même degré de liberté que la personne anglophone. Français je suis suspect jusqu'à ce que j'aie prouvé ma fidélité à la Couronne. L'épanouissement culturel est une expression de la liberté qui vient s'ajouter à la libre circulation, à la tolérance religieuse ou sexuelle, à l'égalité devant la loi. Cet épanouissement culturel demande une *volonté* du groupe : la « liberté » que se donne le groupe.

Il faut en somme un *lieu* où les libertés civiles pourront non seulement s'exercer, mais devenir *créatrices*. A cet égard

Pierre Trudeau a raison de se méfier de nos tendances nationales canadiennes-françaises façonnées par le cléricanisme. Il suffit de voir comment dans les pays catholiques, dont le Québec, le marxisme-léninisme par exemple prend racine dans l'humus ecclésial, et fait son petit pied dictatorial.

Mais ce ne sera pas le fédéralisme qui me protégera de l'infantilisme intellectuel des penseurs/obliques, ni à cet égard l'Etat du Québec : la liberté est le produit d'une constante vigilance. De même la tolérance. De même la lucidité. De même l'affirmation des droits civils.

Pourtant Trudeau a certainement raison : il ne faut choisir le Québec que s'il nous offre *plus de libertés* que le Canada.

IV

Il reste cette notion de réussite sociale, économique et culturelle, qui serait en partie le produit du défi continental. Disons tout d'abord que le Canada est peut-être, vis-à-vis du stress américain, une chambre de décompression qui nous protège d'invasions définitives. Et il se peut que nous soyons déjà dans les premières années d'une nouvelle civilisation dans laquelle les Etats (qu'ils soient fédéraux ou nationaux) auront de moins en moins d'importance.

En réalité, en axant toutes nos énergies et toutes nos réflexions sur la question nationale depuis quinze ans, nous avons cessé de réfléchir. Nous ne nous demandons plus ce qu'est et pourrait devenir, par exemple, la télévision, mais sous quelle juridiction elle doit s'administrer. Pendant ce temps les Californiens nous inventent. Nous discutons de la gérance pendant que d'autres créent. C'est là le bilan négatif de la discussion Ottawa-Québec à laquelle nous avons déjà consacré trop d'énergies. Pour que le véritable défi soit placé au bon endroit, et non dans le contexte des conférences constitutionnelles, pour que la réussite de nos entreprises nous préoccupe, il faut que nous cessions de lire le roman constitutionnel publié en feuilleton dans les quotidiens et qui ne fait qu'enrichir les journalistes et les universitaires. L'abbé Groulx nous inspire encore.

Se penser québécois, dit Trudeau, c'est se penser moins « vaste » que si on se voit canadien. C'est préférer le patriotisme laurentien au mappisme canadien. C'est refuser de croire « que les montagnes rocheuses nous appartiennent »... C'est en somme rejeter l'idée (étrange !) d'une adéquation entre la dimension de l'intelligence et l'amplitude géographique.

Trudeau a raison, c'est, sur la mappemonde, « se rapterisser » : à la dimension de l'homme ?

AVOIR RAISON

Mais au fait quel est ce jeu (oratoire) dont il faudrait à tout prix sortir victorieux ? Avoir raison, c'est raisonner mieux que l'autre. Est-ce penser pour autant ?

Pendant que Trudeau raisonne, oubliant les raisons du coeur, nous savons qu'on ne fait pas plus les pays, que les enfants avec sa tête.

Avoir raison ne mène nulle part. La constitution, c'est la littérature des politiques. Voulons-nous écrire nos histoires ou les laisser rédiger par d'autres ? Poser la question (référendaire) c'est y répondre. Pour le reste nous serions bien bêtes de raisonner : la prémisse, que nous n'avons jamais choisie, n'est-elle pas, dès l'abord, le Canada ?